



**Conseil économique  
et social**

Distr.  
GÉNÉRALE

E/C.2/2001/2/Add.11  
18 novembre 2000  
FRANÇAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS/FRANÇAIS

---

COMITE CHARGE DES ORGANISATIONS  
NON GOUVERNEMENTALES  
Session ordinaire de 2001

Rapports quadriennaux (1995-1998), présentés par l'intermédiaire du  
Secrétaire général en application de la résolution 1996/31 du  
Conseil économique et social

Note du Secrétaire-général

Additif

TABLE DES MATIERES

	<u>Page</u>
1. International Federation for Hydrocephalus Spina Bifida	3
2. International Federation of Industrial Energy Consumers	7
3. Fédération internationale des petits frères des pauvres	10
4. Comité international de l'inspection technique automobile	12
5. Association latino-américaine d'institutions pour le financement du développement	16
6. National Bar Association, Inc.	19
7. Observatoire international des prisons	22
8. Resources for the Future	25
9. Centre Simon Wiesenthal	27
10. Alliance universelle des unions chrétiennes de jeunes gens	31
11. World Federation of Methodist and Uniting Church Women	33
12. World Futures Studies Federation	37

## 1. INTERNATIONAL FEDERATION FOR HYDROCEPHALUS SPINA BIFIDA

(Statut consultatif spécial depuis 1991)

Introduction

L'International Federation for Hydrocephalus Spina Bifida (*if*) a pour but de diffuser des informations et des connaissances sur l'hydrocéphalie et le spina bifida, d'appuyer les nouvelles organisations nationales qui oeuvrent dans ce domaine, de promouvoir les échanges internationaux concernant ces questions et de jouer un rôle de plaidoyer auprès des organes législatifs.

*if* a étendu son réseau de contacts à 40 pays de tous les continents et appuie les nouvelles organisations, spécialement dans des pays en développement ou en transition comme le Brésil, le Chili, les Etats baltes, le Guatemala, la Hongrie, le Kenya, le Nigéria, l'Ouganda, la République-Unie de Tanzanie et la Roumanie.

Des réunions d'études semestrielles sont organisées depuis 1979. Depuis 1997, comme suite à une décision de l'assemblée générale, les réunions se tiennent désormais chaque année, toujours sur un continent différent. Deux réunions les plus récentes ont eu lieu en Allemagne en 1997 et à Washington en 1998.

*if* a organisé des ateliers et s'est réunie avec différents groupes pour diffuser des informations dans les pays membres et a également organisé des réunions avec des parents dans différentes localités pour mieux informer les groupes existants et encourager la création de nouveaux groupes d'auto-assistance.

*if* s'emploie actuellement à constituer un Centre international d'information sur l'hydrocéphalie et le spina bifida.

*if* a mené des projets dans plusieurs pays en développement d'Afrique de l'Est.

*if* se développe rapidement. Depuis 1996, le Guatemala, la Turquie et le Venezuela sont devenus membres, et il a été reçu des demandes de missions du Chili et du Mexique qui seront examinées lors de l'assemblée générale de 1999. Les conférences se tiennent désormais une fois par an et le nombre de numéros annuels de notre revue a doublé.

*if* a un site sur Internet à l'adresse (<http://www.asbah.demon.co.uk/ifhsb.html>) et notre revue BackUp, peut être consultée sur son site web.

En 1997, *if* a entrepris à Dar-es-Salam un programme pilote de dépistage précoce, de traitement et de réadaptation des enfants souffrant d'hydrocéphalie et de spina bifida. En 1998, ce programme a été étendu au Guatemala, au Kenya et à l'Ouganda.

Par ailleurs, *if* s'emploie à créer un service spécialisé dans le traitement de l'hydrocéphalie et du spina bifida dans le nouvel hôpital pour handicapés de Dar-es-Salam.

/...

La Fédération a créé un Prix *if* pour encourager la recherche sur l'hydrocéphalie et le spina bifida.

#### Financement

Le financement de la Fédération provient de l'appui de ses associations membres ainsi que de parrains. *if* a reçu un appui de la Fondation internationale sur les handicaps, qui a accueilli ses bureaux. En outre, la Fédération a reçu des subventions de particuliers et de sociétés commerciales, ainsi qu'une subvention du Gouvernement des Flandres (Belgique). L'Agence norvégienne de coopération pour le développement (NORAD) finance le projet réalisé en Afrique depuis 1998. En outre, plusieurs fondations ont financé des projets spécifiques (Fondation "A New World", Medtronics et Oever).

Les conférences réalisées par *if* en Europe ont été cofinancées par la Commission européenne. D'autres conférences ont également été cofinancées par nos membres australien, allemand et américain en 1996, 1997 et 1998.

#### Diffusion d'informations concernant les activités des Nations Unies

Des informations sont régulièrement envoyées aux membres de la Fédération et aux autres entités avec lesquelles celle-ci se tient en contact au moyen de sa revue, Federation Focus, rebaptisée BackUp, qui paraît quatre fois par an. Des nouvelles sur les activités des Nations Unies ont paru dans les numéros suivants : 1995 : No 19, page de couverture et p. 4; 1996 : No 22, p. 18; 1997 : No 23, p. 3 et 5; 1997 : No 24, p. 10; 1998 : No 25, p. 10; 1998 : No 26, p. 4; et No 27, p. 4 et 13.

Les articles en question ont également été affichés sur le site Internet de la Fédération.

Javier Pérez de Cuéllar, ancien Secrétaire général de l'ONU, a accepté d'assurer le haut patronage de notre conférence à Bonn. L'actuel Secrétaire général, Kofi Annan, a rendu visite à nos bureaux au Centre international pour les handicaps à Ferney Voltaire (France).

En coopération avec Platform for Handicap and Development Corporation (PHOS), la Fédération a organisé à Bruxelles du 1er au 3 décembre 1997 un séminaire international sur les Règles standard des Nations Unies concernant l'égalité des chances pour les personnes handicapées et les méthodes de réadaptation communautaire : une analyse critique.

La Fédération a entamé des discussions avec ses membres sur la question de l'interruption tardive de grossesses lorsque le fœtus souffre d'hydrocéphalie et de spina bifida (et d'autres handicaps) et s'est récemment mise en rapport avec Bengt Lindqvist, Rapporteur spécial sur les handicaps de la Commission du développement social de l'ONU et l'International Disability President's Alliance (IDPA) pour analyser cette question plus avant.

#### Echanges internationaux

La Fédération organise des échanges internationaux au moyen de ses propres conférences internationales.

En outre, elle organise des ateliers sur l'hydrocéphalie et le spina bifida pour l'ensemble de la région de l'Afrique de l'Est.

Elle organise également une formation internationale à l'intention des praticiens spécialisés dans ces handicaps dans les pays en développement.

Par ailleurs, la Fédération a organisé en 1996-1997 des activités internationales pour les jeunes et les enfants souffrant d'hydrocéphalie et de spina bifida, en coopération avec ses propres membres et d'autres organisations internationales comme Mobility International. Ces activités ont notamment été une formation à l'utilisation de chaises roulantes, des activités sportives et deux projets "Towards womanhood" et "VOICE (Vision of Independence Control and Empowerment)", visant à renforcer la confiance en eux-mêmes chez les intéressés, à les doter de nouvelles compétences, à améliorer leurs modes de vie et à les encourager à participer davantage à la vie de la société en général. Des échanges germano-astro-suisses ont permis de créer de nouvelles amitiés et ont raffermi la confiance des participants.

#### Coopération entre if et d'autres ONG

*if* coopère avec les organisations suédoises membres de l'Association internationale d'aide aux handicapés (SHIA), l'Agence norvégienne de coopération pour le développement et les Agences suédoise (SIDA) et danoise (DANIDA) de développement, entre autres.

La Fédération a publié en 1996 un ouvrage important en collaboration avec l'Organisation mondiale de la santé (OMS), l'International Association of Physiotherapists et l'International Association of Occupational Therapists. Cette publication a été extrêmement demandée partout dans le monde et *if* s'est mise en rapport avec l'OMS en vue de publier une nouvelle édition. Une nouvelle édition mise à jour de "Promoting the development of infants and young children with spina bifida and hydrocephalus : a guide for mid-level rehabilitation workers" comporterait des sections concernant les progrès accomplis récemment en matière de prévention et de traitement du spina bifida et de l'hydrocéphalie.

*if* a fourni un appui à la Fondation internationale sur les handicaps au moyen de services consultatifs et de contributions à ses programmes et a participé à l'élaboration du World Disability Report. La Fédération collabore à différents projets avec la Lilian Foundation en finançant des programmes d'aide aux handicapés à Nairobi, en Ouganda et en Tanzanie et en organisant une formation à l'intention des Médiateurs de la Fondation. La Lilian Foundation aide également les handicapés dans les pays en développement où *if* ne réalise pas de projets. Pendant la période considérée, la Fédération a également coopéré avec Mobility International pour organiser des échanges internationaux de jeunesse et a participé aux ateliers organisés par cette entité afin d'échanger des données d'expérience.

#### Participation aux réunions du Conseil économique et social et aux réunions d'autres organes et groupes de travail des Nations Unies et coopération à l'exécution de programmes des Nations Unies

Le Président de la Fédération, Pierre Mertens, a participé à la réunion d'un sous-groupe de travail du Programme des Nations Unies pour le développement

/...

(PNUD) sur l'impact du progrès technique sur l'aide aux handicapés qui a eu lieu le 26 juin 1995 à Bruxelles et le 17 février 1996 à Copenhague.

*if* a communiqué une étude écrite sur la prévention à la Commission du développement social à sa trente-sixième session dans le contexte du point de l'ordre du jour concernant le suivi du Sommet mondial pour le développement social.

En outre, la Fédération a été représentée par le Président de la Spina Bifida Association of America, William Tirrell, à la réunion des ONG qui s'est tenue le 12 septembre 1997 à New York.

#### Consultations et coopération avec des services du Secrétariat de l'ONU

*if* a, en juin 1993, signé un mémorandum d'accord sur les modalités de collaboration entre la Fédération et le Département de la coordination des politiques et du développement durable du Secrétariat et a communiqué à ce dernier un rapport intérimaire en 1995 et un rapport détaillé en 1996.

Enfin, *if* collabore avec l'Organisation internationale de normalisation (ISO) et avec le PNUD.

## 2. INTERNATIONAL FEDERATION OF INDUSTRIAL ENERGY CONSUMERS

(Statut consultatif spécial depuis 1991)

### Résumé

L'International Federation of Industrial Energy Consumers (IFIEC) représente, par exemple, quelque 80 % des consommateurs d'énergie industrielle en Europe. Les activités de l'IFIEC se sont légèrement infléchies vers les questions environnementales, les aspects environnementaux de la consommation et de la production d'énergie n'ayant cessé de gagner en importance ces dernières années. De ce fait, la coopération entre l'IFIEC et différents organismes des Nations Unies, en particulier le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et le secrétariat de la Convention-Cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, s'est considérablement resserrée. Pendant la période considérée, sept nouvelles fédérations nationales d'Europe centrale et d'Amérique du Sud se sont affiliées à l'IFIEC.

### Buts et objectifs de l'IFIEC

L'objectif fondamental de l'IFIEC est de défendre les intérêts des consommateurs d'énergie industrielle au moyen de discussions avec les milieux politiques à tous les niveaux et aux échelons national, régional et international ainsi qu'en encourageant une coopération avec d'autres organisations gouvernementales et non gouvernementales, en particulier l'Organisation des Nations Unies, concernant les aspects qui affectent la compétitivité à long terme des industries consommatrices d'énergie dans des domaines comme les suivants :

- a) Etablissement d'un équilibre approprié entre l'utilisation d'énergie et l'environnement;
- b) Gestion responsable de l'énergie industrielle grâce à une utilisation rationnelle de l'énergie;
- c) Adoption de mesures volontaires de réduction des gaz qui causent l'effet de serre;
- d) Imposition de l'énergie;
- e) Harmonisation des politiques énergétiques;
- f) Création de marchés et de réseaux internes régionaux pour l'énergie.

Les fédérations nationales ci-après se sont affiliées à l'IFIEC :

Europe centrale :

Bulgarie : Comité national bulgare de l'énergie industrielle  
M. Lyuben Mashkin, Président

République slovaque : Inspectorat slovaque de l'énergie  
L. Mikula (avec le statut d'observateur)

République tchèque : Asociace Energetickych Manazeru  
M. Vaclav Simunek, Directeur exécutif

Roumanie : Association nationale des consommateurs d'énergie  
de Roumanie (ANCER)  
M. Constantin Miu, Président

Amérique du Sud : IFIEC Amérique du Sud  
(Asociacion Interamericana de Consumidores  
Industriales de Energia)

Membres : Argentine, Brésil ("Ancien" de l'IFIEC), Chili,  
Pérou et Uruguay

Président : Ricardo Fragueyro  
AGUEERA  
(Asociacion de Grandes Usuarios de Energia  
Eléctrica en la República Argentina)

Participation aux réunions du Conseil économique et social et de ses organes  
subsidiaries

L'IFIEC a assisté régulièrement aux réunions du Groupe de travail sur l'énergie de la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe, et en particulier du Comité sur l'électricité et du Comité sur le gaz. L'IFIEC a participé également aux réunions du Comité de l'industrie chimique de la Commission économique pour l'Europe, lequel a récemment dû être dissout, victime de compressions budgétaires. Différents représentants de l'IFIEC ont assisté en particulier aux réunions annuelles des comités susmentionnés pendant les années qui se sont écoulées entre 1995 et 1998.

Coopération avec des organes et institutions spécialisées des Nations Unies

Plus récemment, l'IFIEC a participé activement aux travaux du PNUE et du secrétariat de la Convention-Cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. Parmi les principales réunions auxquelles ont assisté le Président et plusieurs membres du Conseil de l'IFIEC, il y a lieu de citer les suivantes :

Conférence des Parties à la Convention-Cadre, Berlin, 1995;

Atelier international sur les "approches volontaires de l'atténuation de l'impact sur l'environnement", organisé par l'Agence internationale de

/...



l'énergie de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE);

Conférence des Parties à la Convention-Cadre, deuxième session, Genève, juillet 1996;

Réunion des organes subsidiaires, Bonn, février/mars 1997;

Huitième session du Groupe ad hoc sur le Mandat de Berlin, Bonn, novembre 1997 (Convention-Cadre);

Troisième Conférence des Parties à la Convention-Cadre, Kyoto, décembre 1997;

Quatrième Conférence des Parties à la Convention-Cadre, Buenos Aires, novembre 1998.

#### Autres activités pertinentes

##### Consultations et coopération avec les services du secrétariat de l'ONU

Lors de la préparation de la Conférence de Kyoto, le Président et plusieurs membres du Conseil de l'IFIEC ont eu une consultation avec le Secrétaire exécutif de la Convention-Cadre, Michael Zammit Cutajar, le 28 juillet 1997.

Plusieurs membres du Conseil de l'IFIEC se sont également entretenus avec le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Europe, Yves Berthelot, concernant la coopération dans le domaine de l'énergie.

##### Préparation d'études

Lors de la troisième Conférence des Parties à la Convention-Cadre, les représentants de l'IFIEC ont présenté deux documents intitulés "Liberalization of electricity markets" et "Tradable permits". D'autres documents ont été présentés à l'occasion des différentes sessions de la Conférence des Parties.

##### Organisation de réunions

A la huitième session du Groupe ad hoc sur le Mandat de Berlin, tenue à Bonn, l'IFIEC a organisé un atelier sur "The role and contribution of intensive energy industry on the climate change debate", auquel ont assisté plus de 100 représentants à la réunion.

### 3. FEDERATION INTERNATIONALE DES PETITS FRERES DES PAUVRES

(Statut consultatif spécial depuis 1983)

#### Introduction

Depuis plus d'un demi-siècle, cette organisation bénévole, fondée à Paris par Armand Marquiset en 1946, s'emploie à aider à résoudre les problèmes des personnes âgées isolées et/ou handicapées dans le besoin.

La Fédération internationale a été créée en 1979 afin de regrouper les organisations nationales Little Brothers/Friends of the Elderly/Les petits frères des pauvres. De telles organisations nationales existent actuellement dans les pays suivants : Allemagne, Canada, Espagne, Etats-Unis, France, Irlande, Maroc et Mexique.

Indépendamment de l'aide matérielle dont ils ont besoin, les membres de la Fédération essaient d'apporter amitié et affection à leurs amis âgés en organisant des visites, des activités sociales et des sorties de vacances pour tous ceux pour qui cela serait autrement impossible. De plus, depuis qu'elle existe, l'organisation a pris l'initiative d'un grand nombre de projets avancés qui ont par la suite servi de modèle en ce qui concerne la fourniture de services aux personnes âgées. A l'heure actuelle, l'attention se porte plus particulièrement sur les besoins de deux groupes de population, essentiellement les personnes très âgées et les personnes âgées à charge. Plus récemment, l'attention s'est tournée également vers les "jeunes du troisième âge" (de 55 à 65 ans) au chômage depuis longtemps et incapables, dans la conjoncture économique actuelle, de trouver le moyen de subvenir à leurs propres besoins en attendant de parvenir à l'âge officiel de la retraite et risquant ainsi que devenir les pauvres âgés de demain.

#### Participation à des réunions et conférences des Nations Unies

Le Directeur exécutif a pris part à l'atelier sur le vieillissement des populations en Europe et en Amérique du Nord qui a eu lieu à l'Office des Nations Unies à Genève du 13 au 14 février 1995. A la fin de cet atelier, les représentants ont rédigé un message adressé au Sommet mondial pour le développement social (Copenhague, mars 1995).

En septembre 1995, le Directeur exécutif a assisté à la Conférence annuelle Département de l'information/ONG sur "Les Nations Unies au tournant du siècle : problèmes mondiaux, acteurs mondiaux, responsabilité mondiale", au Siège de l'ONU. Le Directeur exécutif a également participé à la Conférence annuelle de 1996 sur le thème "L'Organisation des Nations Unies face aux défis d'un monde en mutation", qui a eu lieu au Siège de l'ONU du 10 au 12 septembre. En 1997, il a de nouveau assisté à la Conférence annuelle Département de l'information/ONG, au Siège de l'ONU, sur le thème "Construire des partenariats". En outre, les 25 et 26 juin 1998, le Directeur exécutif a assisté en qualité d'observateur à la réunion du bureau de la Conférence des ONG dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social (CONGO) qui s'est tenue à l'Office des Nations Unies à Genève.

Du 14 au 16 septembre 1998, au Siège de l'ONU, le Directeur exécutif a assisté à la Conférence annuelle Département de l'information/ONG intitulée "Le cinquantième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme : des paroles aux actes".

#### Activités internes concernant les rapports avec l'Organisation des Nations Unies

Lors des réunions biennales de l'Assemblée générale de la Fédération qui ont eu lieu à Chicago en 1995 et à Mont-Evray (France) en 1997, le Directeur exécutif a fait rapport à l'Assemblée sur les questions et activités concernant les relations entre la Fédération et l'Organisation des Nations Unies. Lors de ces assemblées, des affiches et des brochures d'information de l'ONU concernant les activités du système des Nations Unies et le vieillissement ont été distribuées aux délégués en plusieurs langues. Les Principes des Nations Unies pour les personnes âgées figurent parmi le jeu spécial de documents de formation distribués aux nouveaux agents bénévoles à Chicago. En outre, le Directeur exécutif rend périodiquement compte au Conseil d'administration des rapports entre la Fédération et l'ONU, et il diffuse toutes les informations appropriées à ce sujet.

De nombreux membres de la Fédération internationale célèbrent la Journée internationale des personnes âgées (1er octobre) et, au Québec, l'Association membre saisie cette occasion de décerner chaque année le Prix Armand Marquiset à un individu et à une organisation ayant fourni d'éminents services aux personnes âgées.

L'association mexicaine membre participe chaque année à une campagne d'une semaine pour la dignificación del anciano, qui s'achève par un grand festival sur une place publique le 1er octobre.

L'organisation de Chicago célèbre la Journée en organisant une réception internationale pour les personnes âgées à l'occasion de laquelle tous les membres de l'assistance, dans cette ville multi-ethnique, sont invités à présenter une chanson, un poème ou un plat typique de leur culture d'origine.

L'organisation française Les amis des petits frères a, le 1er octobre 1995, parrainé de nombreuses manifestations tendant à commémorer le cinquantième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies et à célébrer la Journée internationale des personnes âgées.

En 1998, la Fédération internationale a entrepris de larges préparatifs pour célébrer l'Année internationale des personnes âgées, en 1999.

#### 4. COMITE INTERNATIONAL DE L'INSPECTION TECHNIQUE AUTOMOBILE

(Statut consultatif depuis 1987)

Le Comité international de l'inspection technique automobile (CITA) est une association internationale à but non lucratif de droit belge enregistrée en Belgique (numéro d'identification 111049/89).

L'objectif déclaré du CITA est le suivant :

a) Faciliter l'échange d'informations et de données d'expérience entre ses membres concernant les questions liées à l'inspection obligatoire des véhicules à moteur en service et de leurs remorques du point de vue de la sécurité routière et/ou de la protection de l'environnement;

b) Proposer, coordonner et élaborer des études et recherches scientifiques en vue d'améliorer la qualité, l'efficacité et l'efficience des opérations d'inspection des véhicules à moteur et remorques en service réalisées conformément aux règles d'essais périodiques obligatoires ou des inspections réalisées par les autorités chargées de l'application de la loi.

Les activités du CITA sont les suivantes :

a) Normalisation des méthodes d'inspection;

b) Normalisation des conditions d'inspection applicables aux différentes catégories;

c) Amélioration et normalisation des systèmes de contrôle de la qualité, d'assurance-qualité et d'homologation ainsi que des normes en vigueur pour veiller à ce que les critères de succès et d'échec soient appliqués de façon cohérente;

d) Amélioration et normalisation des bases de données sur les inspections qui sont utilisées pour améliorer la cohérence des inspections et accroître l'efficacité des inspections de la police;

e) Amélioration de la formation professionnelle du personnel appelé à procéder aux inspections obligatoires des véhicules à moteur en service et de leurs remorques;

f) Coopération avec l'Union européenne et les institutions du système des Nations Unies (Commission économique pour l'Europe) et avec différents organismes internationaux ou nationaux publics et privés concernant les questions susmentionnées;

g) Formulation par des experts de propositions visant à contribuer à l'amélioration de la sécurité routière et à la protection de l'environnement.

#### Elargissement de la composition géographique du CITA

Depuis 1994, les nouveaux membres ci-après se sont affiliés au Comité :

/...

Europe : Estonie, Lettonie, Croatie, Portugal, Irlande du Nord, Slovaquie, Roumanie

Afrique : Tunisie, Algérie

Océanie : Nouvelle-Zélande

Le CITA entretient également des contacts avec l'Afrique du Sud, l'Arabie saoudite, le Brésil, le Burkina Faso, la Chine, la Fédération de Russie, le Gabon, l'Irlande, la Lituanie, le Maroc et la Norvège.

#### Modification des sources de financement

Les sources de financement (cotisations des membres) du CITA n'ont changé à aucun égard important.

#### Affiliation à une ONG internationale dotée du statut consultatif

Le CITA n'est affilié à aucune ONG de ce type.

#### Participation aux réunions du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires ou aux réunions ou conférences d'autres organes des Nations Unies

##### Participation à des réunions

Le représentant du CITA à la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe à Genève, Georges Verdon, a assisté aux réunions du Groupe de travail de la construction des véhicules (WP.29) du Comité des transports intérieurs et à certaines de ses réunions d'experts lorsque les questions concernant les essais d'aptitude à la circulation (Inspection périodique obligatoire des véhicules) étaient à l'ordre du jour. Plus spécifiquement, les réunions auxquelles il a assisté ont été les suivantes : cent-neuvième à cent-seizième sessions du Groupe de travail, trente et unième à trente-troisième sessions du Groupe de travail de la pollution et de l'énergie, troisième session du Groupe de travail en matière de roulement et de freinage, vingt-quatrième et vingt-cinquième sessions du Groupe de travail du bruit.

#### Déclarations

La participation du CITA à la cent-seizième session du Groupe de travail de la construction de véhicules, tenue du 10 au 13 novembre 1998, a été reflétée en ces termes dans le rapport du Groupe (TRANS/WP.29/640) :

"e) Coopération avec le Groupe de travail de la sécurité et de la circulation (WP.1)

...

30. A propos de la question de la révision de l'annexe 2 - 'Contrôle périodique des véhicules - vérifications à effectuer' de la Résolution d'ensemble R.E.1, le WP.29 a appuyé la requête du WP.1 tendant à demander l'aide du Comité international de l'inspection technique automobile (CITA) pour la mise à jour de cette annexe.

/...

...

Accord de 1997 sur les contrôles techniques périodiques

...

128. ... l'expert du CITA a rappelé que les prescriptions en matière de contrôle technique périodique avaient été établies grâce au savoir-faire de son organisation, qui était toute disposée à les perfectionner encore dans le cadre de l'Accord sur les contrôles techniques périodiques du 13 novembre 1997."

Outre les déclarations faites à la cent-seizième session du Groupe de travail dont il est question plus haut, le CITA a reçu au début de 1999 une demande officielle d'assistance du secrétariat du WP.29. Le CITA a adressé une réponse positive à ces deux demandes.

Coopération avec des organismes et institutions spécialisées des Nations Unies

Voir les informations fournies ci-dessus.

Autres activités pertinentes

Le CITA coopère étroitement avec les institutions de l'Union européenne.

Le CITA est représenté par son conseiller technique au Comité d'adaptation technique sur les essais d'aptitude à la circulation relevant de la présidence de la Direction générale VII (Transports intérieurs) de la Commission européenne. L'Union européenne et le Groupe de travail de la construction des véhicules coopèrent de plus en plus étroitement pour normaliser les législations nationales et pour éviter les chevauchements d'efforts.

Le CITA organise des réunions internationales auxquelles participent aussi bien des membres que des non-membres :

1995 - Troisième Colloque technique du CITA, Gand (Belgique);

1996 - Quatrième Assemblée générale (Helsinki);

1997 - Cinquième Assemblée générale extraordinaire et quatrième Colloque technique du CITA (Anvers, Belgique);

1998 - Sixième Assemblée générale du CITA (Bonn).

Le CITA a créé sept groupes de travail qui s'occupent des questions suivantes :

1. Emissions d'échappements
2. Diagnostic à bord
3. Assurance qualité
4. Nouveaux essais
5. Essais de freins
6. Portée des essais d'aptitude à la circulation

/...

## 7. Systèmes à commande électronique

Le CITA réalise tous les deux ans une enquête au moyen d'un questionnaire général afin de rassembler et d'analyser des informations sur les essais d'aptitude à la circulation dans différentes régions du monde.

Un bulletin d'information (CITA News) paraît trois ou quatre fois par an en anglais et/ou français. Ce bulletin comprend, entre autres, des sections consacrées aux activités de la Commission économique pour l'Europe.

5. ASSOCIATION LATINO-AMERICAINE D'INSTITUTIONS POUR LE FINANCEMENT  
DU DEVELOPPEMENT

(Statut consultatif spécial depuis 1973)

Introduction

L'Association latino-américaine d'institutions pour le financement du développement (ALIDE) est une organisation non gouvernementale internationale qui représente les institutions s'occupant du financement du développement en Amérique latine et dans les Caraïbes. Son but est de promouvoir la cohésion, le renforcement et la participation des institutions financières aux programmes de développement social et économique de la région.

L'ALIDE a son siège permanent à Lima. Ce siège constitue le centre d'un réseau de coordonnateurs nationaux et de contacts institutionnels qui s'étend à l'ensemble des pays d'Amérique latine et des Caraïbes.

L'ALIDE est financée par ses membres et par des organisations et institutions internationales de coopération. Son budget annuel est complété par les recettes qu'elle tire elle-même des services tertiaires qu'elle fournit.

Objectifs

Les objectifs de l'Association sont les suivants :

- a) Renforcer la fonction et la participation des institutions financières dans le domaine social et économique en Amérique latine et dans les Caraïbes;
- b) Encourager les échanges d'informations, la coordination et la coopération entre ses membres en vue d'optimiser l'utilisation des ressources disponibles et d'appuyer la réalisation des objectifs des institutions, de moderniser leur structure de gestion et d'élargir leur appui au processus de transformation économique dans la région;
- c) Promouvoir un échange systématique réciproque d'informations;
- d) Entreprendre des études de problèmes d'intérêt commun dans la perspective et à la lumière des objectifs des banques de développement dans le cadre d'un système national et régional;
- e) Encourager la gestion des affaires et la coopération financière régionale en tant que moyen de promouvoir la contribution de l'organisation au processus d'intégration en Amérique latine.

Participation aux réunions du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires et à des conférences et autres réunions des Nations Unies

Le Secrétaire technique a assisté à la sixième Consultation technique sur le Programme international de développement des crédits agricoles (SACRED) organisée à Amman du 22 au 24 mai 1995 par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).



Le Secrétaire général a assisté aux délibérations de la Réunion régionale ministérielle de haut niveau de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUUDI) qui a eu lieu à Montevideo du 19 au 22 septembre 1995. Le Secrétaire général de l'ALIDE a présenté une déclaration écrite intitulée "Le panorama du financement du développement industriel en Amérique latine".

Le Chef du Centre de documentation de l'ALIDE a assisté à la cinquième Réunion consultative du Programme d'information pour l'Amérique latine et les Caraïbes (INFOLAC) organisée par le Programme d'information pour l'Amérique latine de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), qui s'est tenue à Lima du 4 au 6 octobre 1995.

Le Coordonnateur national de l'ALIDE au Venezuela a assisté à la Réunion de consultation et de coordination pour l'Amérique latine et les Caraïbes organisée en prévision de la neuvième session de la Conférence des Nations Unies pour le commerce et le développement (CNUCED), qui s'est tenue à Caracas les 16 et 17 janvier 1996.

Le Vice-Président de l'ALIDE a assisté à la Réunion de consultation des ONG organisée par la FAO à Asuncion les 30 juin et 1er juillet 1996 en prévision du Sommet mondial de l'alimentation.

L'Agent de liaison de l'ALIDE au Paraguay a assisté à la vingt-quatrième Conférence régionale de la FAO pour l'Amérique latine et les Caraïbes qui s'est tenue à Asuncion du 2 au 6 juillet 1996.

Le Conseiller de l'ALIDE pour la coopération financière internationale a assisté au Séminaire ministériel de haut niveau sur "Les politiques industrielles au service de la compétitivité" organisé à Lima par l'ONUUDI du 5 au 8 août 1996.

Le spécialiste du Centre de documentation a assisté à la septième Réunion régionale de distributeurs de logiciels CDS/ISIS organisée par l'UNESCO à Cartagena des Indias (Colombie), à l'occasion de laquelle il a présenté une déclaration écrite sur l'action entreprise par ALIDE pour distribuer les logiciels CDS/ISIS.

Le Secrétaire technique a assisté à la septième Consultation technique sur le Programme SACRED qui s'est tenue à Téhéran du 4 au 7 mai 1997.

En outre, il a participé à la réunion d'experts sur "La gestion de l'information et les technologies de l'information : défis et perspectives" organisée à Santiago du 26 au 28 novembre 1997 par la Commission économique des Nations Unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC).

Le Chef du Département des études économiques et de la recherche a participé à la téléconférence internationale "Le Sommet mondial de l'alimentation : promesses et perspectives" organisée par la FAO à Lima le 30 octobre 1990.

Le Secrétaire technique a participé à Cartagena (Colombie), du 7 au 9 juin 1998, à l'Intechmart de l'ONUUDI. A cette occasion, il a présenté une

déclaration écrite intitulée "Perspectives d'action des banques de développement et de l'ALIDE dans le cadre d'une coopération régionale et financière accrue".

Coopération avec des organes et institutions spécialisées des Nations Unies

En ce qui concerne les études et la recherche, l'ALIDE a collaboré avec la CEPALC en matière de recherches économiques et de politiques de développement.

En ce qui concerne le financement de l'agriculture, l'ALIDE collabore avec la FAO. Une étude conjointe intitulée "Guarantees in rural lending" a été publiée en 1996 dans le cadre du Programme ALIDE-FAO.

La FAO a parrainé les deux réunions ci-après organisées par l'ALIDE en Amérique latine : treizième et quatorzième réunions latino-américaines sur le financement de l'agriculture tenues respectivement à Santiago du 2 au 4 novembre 1995 et à Brasilia du 9 au 11 octobre 1996.

Afin de promouvoir la complémentarité de leurs activités dans les domaines du financement et de la promotion du développement du secteur industriel, l'ALIDE et l'ONUDI ont signé un mémorandum d'accord en juillet 1996, à la suite de quoi les deux institutions ont organisé ensemble un colloque sur "Les techniques d'identification, de formulation, d'évaluation et de promotion des projets d'investissement dans les pays de la région andine" qui a eu lieu à Lima du 17 au 19 juillet 1997.

Dans le domaine du commerce extérieur, l'ALIDE échange des informations avec la CNUCED sur les courants d'échanges entre les pays en développement.

En ce qui concerne enfin l'information et la documentation, le Centre de documentation de l'ALIDE et son réseau régional d'information (RIALIDE) entretiennent des rapports de coopération avec l'UNESCO.

6. NATIONAL BAR ASSOCIATION, INC.

(Statut consultatif spécial depuis 1985)

Bref rappel des buts et objectifs de l'organisation :

La National Bar Association (NBA) a pour objet "... de promouvoir le progrès du droit, de défendre l'honneur des professions juridiques, d'encourager les rapports sociaux entre les membres du Barreau et de protéger les droits civils et politiques de tous les citoyens des différents Etats des Etats-Unis" et du monde entier.

Le présent rapport est soumis au Conseil économique et social de l'ONU pour lui présenter des informations concernant les activités de la NBA, de sorte que celle-ci puisse conserver son statut "spécial" au cours des quatre prochaines années.

La NBA a pour vocation de promouvoir l'état de droit dans le monde entier. Presque toutes ses activités internationales concernent les institutions, professions et systèmes juridiques internationaux.

Nous sommes la seule organisation collective de juristes d'origine afro-américaine dotée du statut consultatif spécial auprès du Conseil économique et social. Nous représentons devant le Conseil les vues des populations de couleur du monde entier dans les difficultés juridiques auxquelles elles sont confrontées.

Nous comptons jouer un rôle central lors de la prochaine Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance connexe qui doit se tenir en Afrique du Sud en 2001.

De plus, la réunion annuelle des institutions affiliées à la National Bar Association, qui se tient toujours dans des pays autres que les Etats-Unis, nous permet d'acquérir des connaissances de première main des problèmes et des systèmes juridiques des autres pays.

Elargissement de la composition géographique

La composition géographique de la National Bar Association, initialement limitée aux Etats-Unis, s'est étendue à sept autres pays du monde. La NBA compte au total 20 000 membres. Elle a 87 associations locales et 14 associations internationales affiliées.

Modification des sources de financement

Aucune modification des sources de financement n'est à signaler.

Affiliation à une ONG internationale dotée du statut consultatif

La NBA n'est pas affiliée à une telle ONG.

Participation aux réunions du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires ou à des conférences et autres réunions des Nations Unies

La NBA a été représentée aux réunions suivantes :

a) Une délégation de cinq membres de la NBA a participé à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes et au Forum des ONG, tenus à Beijing en septembre 1995;

b) Sessions de 1995 à 1998 de la Commission des droits de l'homme, présentation en 1997 d'une déclaration orale sur "Le droit des Afro-américains et des peuples de couleur du monde entier d'être à l'abri de la subjugation économique";

c) Sessions de 1995 à 1998 de la Sous-Commission de la prévention des mesures discriminatoires et de la protection des minorités;

d) Conférence diplomatique de plénipotentiaires pour la création d'une cour criminelle internationale, qui a eu lieu à Rome en juin/juillet 1999;

e) Première session de la Commission préparatoire de la CPI, qui a eu lieu au Siège de l'ONU du 16 au 26 février 1999;

f) Deuxième session de la Commission préparatoire de la CPI, également tenue au Siège de l'ONU du 26 juillet au 13 août 1999.

Coopération avec des organismes et institutions spécialisées des Nations Unies

La NBA a envoyé des observateurs au Tribunal pénal international pour le Rwanda à Arusha (République-Unie de Tanzanie) en 1997 et en 1998 et au Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, à La Haye, en 1995 et 1996.

Autres activités pertinentes

La NBA a tenu des réunions internationales en Afrique du Sud en 1995, à Accra en 1996, à Bahia (Brésil) en 1997 et en Tanzanie et au Kenya en 1998.

Dans le contexte du problème posé par les droits de douane qui frappent les importations de bananes, la NBA a organisé à la Jamaïque en 1997 un séminaire sur l'opportunité d'éliminer les droits qui protègent le commerce de bananes dans des pays sélectionnés des Caraïbes.

En 1994 et en 1995, la NBA a envoyé une délégation en Afrique du Sud pour aider à la préparation des élections puis pour les observer; une autre délégation s'est rendue dans ce pays à des fins d'observation après les élections en juin 1996.

Application des résolutions des Nations Unies

La National Bar Association a, lors de ses réunions annuelles de 1995 à 1998, adopté des résolutions sur des questions d'intérêt international comme :

a) La relation entre la légalité politique et le développement économique en Afrique du Sud;

b) La nécessité d'appuyer le Tribunal pénal international pour le Rwanda sous forme de dons de biens et de services;

c) L'opportunité d'éliminer les droits de douane qui protègent le commerce de bananes dans des pays sélectionnés des Caraïbes;

d) Les résolutions de 1996 concernant la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de racisme et de discrimination raciale, la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et le Tribunal pénal international pour le Rwanda.

#### Consultations et coopération avec des services du Secrétariat de l'ONU

La NBA a eu des consultations et a coopéré avec les services du Département de la gestion des ressources humaines du Secrétariat concernant un don de Westlaw de services de recherche juridique en ligne aux tribunaux pénaux internationaux. Ce don, qui porte sur l'utilisation illimitée de services de recherche juridique en ligne pendant quatre ans, constitue une contribution en nature aux deux tribunaux d'une valeur de plusieurs millions de dollars.

#### Exposés

Lors d'un séminaire tenu à l'occasion de l'Amnesty International Midwest Regional Conference, qui a eu lieu le 31 octobre 1998 à la Faculté de droit de l'Université de Cincinnati, dans l'Etat de l'Ohio, la NBA a fait un exposé sur le thème : "Le Statut de Rome de la Cour pénale internationale : une victoire de compromis ou une catastrophe?".

Lors de la réunion du Comité des droits de l'homme qui a eu lieu en novembre 1998, le Professeur George Edwards, membre de la NBA, a fait un exposé sur la mise en oeuvre à Hong Kong du Pacte relatif aux droits civils et politiques.

Enfin, lors de la réunion du chapitre d'Indianapolis d'Amnesty International, le 14 décembre 1997, la NBA a fait un exposé intitulé "Cinquantième de la Déclaration universelle des droits de l'homme : 10 décembre 1948-10 décembre 1998 et au-delà".

## 7. OBSERVATOIRE INTERNATIONAL DES PRISONS

(Statut consultatif spécial depuis 1995)

L'Observatoire international des prisons (OIP) a pour objectif, partout dans le monde, la surveillance des conditions de détention des personnes détenues et l'alerte sur les manquements aux droits de la personne dont la population carcérale peut faire l'objet.

L'OIP réunit des personnes qui agissent en faveur du respect des droits des personnes privées de liberté. Sa mission se décline sous trois formes : observer, alerter et protéger. Sa mission se fonde sur les instruments internationaux des droits de la personne, qui proclament l'interdiction de la torture et des mauvais traitements, exigent un traitement des détenus qui soit conforme aux standards établis et l'interdiction de la détention illégale et arbitraire. L'OIP s'oppose également par tous moyens appropriés à l'application et exécution de la peine de mort.

L'Observatoire international des prisons, hors de toute considération politique et au nom du droit, entend interpellier les pouvoirs publics et l'opinion sur les manquements observés dans le cadre de la détention.

L'OIP invite les citoyens de chaque pays à se soucier de la manière dont les personnes sont maintenues enfermées.

L'OIP développe des liens avec un réseau de plus de 250 correspondants dans le monde. Ses partenaires sont des associations de promotion et de protection des droits de l'homme mais également de simples particuliers, citoyens obstinés du respect de la dignité humaine.

L'OIP compte également 12 sections nationales créées et en cours de création (Argentine, Belgique, Burundi, Cameroun, Equateur, France, Liban, Madagascar, Sénégal, Sierra Leone).

L'OIP a publié, depuis sa création, six rapports annuels sur les conditions de détention des personnes incarcérées dans le monde. Il a également édité en 1998 un rapport sur les enfants en prison dans le monde.

L'OIP dispose, depuis juin 1995, du statut consultatif auprès du Conseil économique et social des Nations Unies. Il participe régulièrement aux travaux de la Commission des droits de l'homme et de la Sous-Commission de la promotion et protection des droits de l'homme (anciennement la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités) à Genève.

A la cinquante-troisième session de la Commission en 1998, l'OIP a fait une déclaration orale dans le cadre du point 10 de l'ordre du jour. La déclaration attire l'attention sur les violations massives des droits de l'homme au Tchad et en Indonésie : détentions arbitraires, arrestations massives, exécutions extrajudiciaires, tortures et viols.

Dans sa déclaration dans le cadre du point 8 de l'ordre du jour, l'OIP a manifesté sa préoccupation et celle de ses partenaires locaux sur les conditions de détention auxquelles sont soumis les détenus en Amérique latine, plus

/...

particulièrement en Equateur, au Mexique et au Venezuela. Lors de missions d'observation, l'OIP a pu constater que les procédures légales d'arrestation et de détention ne sont pas toujours respectées dans ces pays. Les arrestations s'accompagnent régulièrement d'humiliations et de voies de faits.

A la cinquantième session de la Sous-Commission, en août 1998, l'OIP a fait des déclarations orales dans le cadre du point 2 de l'ordre du jour. Dans la première, l'OIP a exprimé sa vive préoccupation face à la situation de personnes détenues condamnées à mort, au Japon, en République islamique d'Iran et au Pakistan. Dans la seconde déclaration, l'OIP a attiré l'attention sur l'ampleur de la violence constatée dans les prisons au Venezuela, en Colombie et au Pérou.

Dans sa déclaration orale dans le cadre du point 8 de l'ordre du jour, l'OIP a attiré l'attention de la Sous-Commission sur la situation des prisonniers atteints du VIH/SIDA dans les prisons africaines.

Sous le point 9 de l'ordre du jour, la déclaration de l'OIP a porté sur la situation des mineurs privés de liberté dans le monde, faisant notamment référence à l'application de la peine de mort à des mineurs en Iran, au Nigéria, en Arabie saoudite, aux Etats-Unis, au Pakistan et au Yémen.

A la cinquante et unième session de la Sous-Commission en août 1999, l'OIP a fait une déclaration orale dans le cadre du point 8. L'intervention porte sur deux points : les conditions de détention auxquelles sont soumises les personnes détenues en Amérique du Sud (Argentine et Paraguay) et la situation des femmes incarcérées. Les déclarations relatives aux conditions de détention en Argentine ont interpellé le Représentant permanent de l'Argentine auprès de l'Organisation des Nations Unies. Depuis cette intervention, la section argentine de l'OIP s'est régulièrement entretenue avec les autorités argentines au sujet de cas de manquements aux droits des personnes détenues dans le pays.

Outre les interventions orales, l'OIP a profité des sessions de la Commission et de la Sous-Commission pour rencontrer les membres d'autres ONG et les représentants des pays.

L'équipe du programme "Mineurs en prison" a participé aux travaux du Comité des droits de l'enfant à Genève entre 1997 et 1999. Elle s'est rendue aux réunions et a envoyé des rapports alternatifs concernant l'application effective de la Convention relative aux droits de l'enfant dans les pays visités dans le cadre du programme.

L'OIP, dans le cadre de la tenue d'une conférence internationale sur le VIH et le SIDA dans les prisons d'Afrique, a travaillé en partenariat avec l'ONUSIDA. L'OIP et sa délégation régionale pour l'Afrique ont piloté l'organisation d'une conférence internationale sur le VIH/SIDA dans les prisons en Afrique à Dakar, du 16 au 18 février 1998. Cette conférence, co-organisée avec le Programme national de lutte contre le Sida au Sénégal, a impliqué un nombre très important de partenaires, dont ONUSIDA en Suisse, le PNUD à Dakar et à New York et le Bureau pour l'Afrique de l'OMS.

De plus, il est important de signaler que le statut consultatif est un instrument essentiel pour mener à bien des missions d'observation et d'enquête dans les centres de détention. Fidèle à la Charte et aux instruments de

protection des droits de l'homme des Nations Unies, l'OIP revendique son statut consultatif pour obtenir de la part des autorités l'accès aux centres de détention. Depuis 1995, les représentants de l'OIP ont conduit des missions d'observation dans plus de 20 pays. Ils ont pu accéder aux prisons et commissariats dans une quinzaine de pays (Argentine, Bolivie, Burundi, Cameroun, Chili, Equateur, Espagne, Liban, Madagascar, Népal, Paraguay, Sierra Leone, Tchad, Sénégal, Venezuela). Lors de ces missions, l'OIP a pu avoir des entretiens avec les responsables de l'administration pénitentiaire et des représentants du pouvoir judiciaire et leur soumettre ses observations et recommandations. Celles-ci s'accompagnent dans un deuxième temps par la réalisation d'un rapport de mission et par l'écriture d'une notice pour le Rapport annuel de l'OIP sur les conditions de détention dans le monde. L'ensemble de ces documents sont remis aux gouvernements, aux ambassades des pays concernés, aux organisations internationales, aux organisations locales de défense des droits de l'homme et humanitaires et aux médias au cours de conférences de presse. La référence au statut consultatif auprès des Nations Unies est systématiquement faite dans tous les rapports et dans toutes nos interpellations lorsque des manquements aux droits sont observés.



## 8. RESOURCES FOR THE FUTURE

(Statut consultatif spécial depuis 1995)

Resources for the Future (RFF) est un groupe de réflexion apolitique à but non lucratif qui mène des recherches indépendantes - fondées essentiellement sur l'économie politique et les autres sciences sociales - au sujet des problèmes liés à l'environnement et aux ressources naturelles. RFF est une organisation financée en partie au moyen de fonds publics au regard de l'article 501 c) 3) du Code des impôts des Etats-Unis. Son budget de fonctionnement est alimenté au moyen du revenu de ses placements, de subventions du gouvernement et de contributions de particuliers, de fondations et de sociétés.

La collaboration entre RFF et l'Organisation des Nations Unies a commencé lors de la mise en oeuvre du programme sur les aspects économiques et politiques du climat, qui a pour but d'entreprendre des recherches et de diffuser des informations sur les politiques nationales et internationales concernant les changements climatiques. Ces dernières années, les experts de RFF qui travaillent à ce programme ont collaboré étroitement avec le secrétariat de la Convention-Cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, et ont notamment participé à la quatrième Conférence des Parties à la Convention qui a eu lieu à Buenos Aires en 1998.

Les experts de RFF ont collaboré étroitement avec le secrétariat de la CNUCED à différents niveaux. Ils ont participé à plusieurs réunions de travail du Greenhouse Gas Emissions Trading policy Forum. En outre, RFF a collaboré avec la CNUCED et le PNUE en qualité de membre du Groupe de travail international sur le Mécanisme de développement non polluant. En outre, des experts de RFF ont rédigé une partie du projet de rapport sur "La conception et l'établissement du Mécanisme de développement non polluant" établi par la CNUCED à la suite de la réunion du Groupe de travail international susmentionné.

En outre, RFF a consacré des ressources substantielles à la diffusion de l'information sur les activités liées à la mise en oeuvre de la Convention-Cadre en créant un site web appelé *Weatherwane* (<http://www.weatherwane.rff.org>), qui est une instance de discussion en ligne visant à diffuser des analyses et des commentaires sur les initiatives en rapport avec les changements climatiques à l'intention des médias, des parlementaires, des personnalités influentes et du public intéressé. Le site *Weatherwane* constitue une instance où sont traitées de manière équilibrée et objective les analyses concernant les changements climatiques qui sont essentielles à la formulation des politiques. Ce site comporte notamment les éléments suivants :

a) "Perspectives on policy", forum de discussion en ligne que nous utilisons pour les vues des universitaires, des pouvoirs publics et de l'industrie sur les questions touchant les changements climatiques et les négociations internationales en cours;

b) "At the negotiating table", qui diffuse des informations sur toutes les activités internationales en rapport avec le Protocole de Kyoto;

c) Des articles spécialisés qui paraissent chaque semaine et qui sont consacrés aux faits nouveaux survenus dans le domaine des changements climatiques;

d) "Climate issue briefs", brefs comptes rendus et analyses d'actualité sur les changements climatiques rédigés à l'intention d'un public de profanes. La série complète des "Climate issue briefs" peut être consultée à l'adresse [http://www.weathervane.rff.org/archives/climate\\_briefs.html](http://www.weathervane.rff.org/archives/climate_briefs.html).

Depuis sa création, en juillet 1997, *Weathervane* a reçu plus de 2 millions de consultations et a été utilisé pour plus de 80 000 débats. Les consultations provenaient non seulement des Etats-Unis, mais aussi de l'Australie, de l'Autriche, du Brésil, du Canada, du Danemark, de la France, de l'Italie, de la Malaisie, de la Norvège, de la Nouvelle-Zélande, des Pays-Bas, de la République de Corée, du Royaume-Uni et de Taïwan.

Indépendamment des changements climatiques, le service de recherche de RFF publie chaque année une cinquantaine d'études et une douzaine d'ouvrages et de rapports sur des questions allant de la restructuration du secteur de l'électricité à la foresterie durable. Les recherches entreprises par les services RFF sont inspirés par l'idée selon laquelle les politiques environnementales, pour être rationnelles, doivent faire le bilan des coûts et des avantages des options proposées et qu'une fois que des objectifs environnementaux sont fixés, il faut s'employer à les réaliser de la manière la plus économique possible. Toutes les recherches récentes de RFF peuvent être consultées à l'adresse <http://www.rff.org>.

## 9. CENTRE SIMON WIESENTHAL

(Statut consultatif spécial depuis 1995)

### Introduction

Fondé par son actuel doyen, le Rabbin Marvin Hier, le Centre Simon Wiesenthal est une organisation internationale juive de défense des droits de l'homme qui compte 440 000 membres. Créé à Los Angeles en 1977, il a pour vocation d'appliquer les enseignements de l'holocauste à l'analyse des problèmes contemporains.

Le Centre porte le nom de l'enquêteur sur la période nazie qui a fait traduire en justice plus de 1 100 criminels de guerre. Encore actif à Vienne à 91 ans, le but qu'il visait en donnant son nom à une institution de son vivant était d'empêcher un renouvellement de l'holocauste, quelles que soient les victimes.

Le Centre Simon Wiesenthal est aujourd'hui une organisation véritablement internationale qui a des bureaux partout aux Etats-Unis ainsi que des bureaux régionaux à Toronto, à Paris, à Jérusalem et à Buenos Aires. Bien que la plupart de ses membres se trouvent en Amérique du Nord, des groupes d'appui de plus en plus nombreux existent au Royaume-Uni, dans différents pays d'Europe et en Amérique latine. Le Centre a un vaste réseau mondial de correspondants sur les questions relatives aux droits de l'homme.

Le Centre est doté du statut consultatif auprès de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, du Parlement européen et de l'Union interparlementaire et est représenté au Conseil d'administration du Réseau européen contre le racisme, lui-même doté du statut consultatif auprès de la Commission européenne et du Réseau d'information sur le racisme et la xénophobie (RAXEN), à Vienne.

Avant même de recevoir le statut consultatif auprès du Conseil économique et social, le Centre Wiesenthal avait déjà établi des liens de coopération avec des institutions spécialisées comme l'UNESCO. Ainsi :

a) A été organisée à Paris en 1992 une conférence conjointe sur "L'éducation pour l'élimination des préjugés - la recrudescence de l'antisémitisme", qui a eu lieu à la suite d'une réunion entre Simon Wiesenthal et Federico Mayor, Directeur général de l'UNESCO, consacrée au problème naissant de "La technologie au service de la haine", c'est-à-dire à l'effet pernicieux sur les jeunes des jeux informatiques néo-nazis;

b) En 1993, M. Mayor a inauguré le Musée de la tolérance créé par le Centre à Los Angeles, laboratoire de pointe sur les droits de l'homme qui a reçu depuis lors plus de 3 millions de visiteurs. Ce programme éducatif s'adresse aux jeunes et, au moyen de méthodes pédagogiques interactives, tend à amener les visiteurs à relever le défi que représentent la démocratie et une culture de paix. Des dirigeants mondiaux comme feu le Roi Hussein de Jordanie, le Président Vaclav Havel de la République tchèque, le Dalaï Lama et feu le Président Herzog d'Israël, ainsi que des diplomates et des membres de missions auprès de l'Organisation des Nations Unies ont visité le musée et ont pris la

/...

parole à partir de sa tribune. Le musée est le centre du programme civique intitulé "Tools for tolerance" qui a pour but de sensibiliser les membres des forces armées et de police aux pluralisme social.

#### Participation aux réunions des Nations Unies

Lorsque l'Année de la tolérance a été clôturée en novembre 1995 à New York, Simon Wiesenthal a pris la parole devant l'Assemblée générale en tant que représentant de l'Autriche. Dans sa déclaration, il a mis la communauté mondiale en garde contre les risques d'atrocités dans l'ex-Yougoslavie et l'a instamment engagée à adopter immédiatement des mesures pour les écarter. Ainsi, le Centre a participé à plusieurs initiatives pédagogiques organisées dans le cadre de l'Année de la tolérance dans différents établissements d'enseignement d'Europe où il a monté les 40 panneaux de son exposition itinérante "Le courage du souvenir" et projeté son documentaire "Génocide", lauréat d'un oscar.

En 1996, le doyen associé du Centre, le Rabbin Abraham Cooper, a lancé l'alarme sur "La haine, le terrorisme et le chaos sur Internet" lors de la session de la Commission des droits de l'homme, à Genève. Pendant l'Année européenne contre le racisme, en 1997, le Centre a organisé conjointement avec l'UNESCO et le Parlement européen un concours international de rédaction parmi les élèves de l'enseignement secondaire. Les 28 lauréats de 15 pays ont été reçus au siège de ces deux organisations à Paris et à Strasbourg respectivement, où ils ont été reçus par le Directeur général de l'UNESCO et le Président du Parlement.

En 1998, le Centre a lancé son deuxième documentaire, intitulé "The long way home", lui aussi lauréat d'un oscar, à l'Office des Nations Unies à Genève, avec le copatronage de la Mission permanente des Etats-Unis. Ce film est une étude de cas du phénomène des réfugiés (Les survivants de l'holocauste nazi, filmés dans des camps d'internement occidentaux de 1945 à 1948, recherche d'un havre et d'un foyer).

La même année, le Centre a organisé au Siège de l'ONU une conférence sur "Le passé et le présent - de Nuremberg à La Haye" à laquelle ont participé Christopher Dood, membre du Sénat des Etats-Unis, Roy Gutman, journaliste à Newsday et lauréat du Prix Pulitzer, Mohamed Sacirbey, Représentant permanent de la Bosnie-Herzégovine auprès de l'ONU, Cherif Bassiouni, Président honoraire de la Commission des Nations Unies chargée d'enquêter sur les violations des droits de l'homme dans l'ex-Yougoslavie, le Conseiller juridique du Centre à Washington, Martin Mendelsohn, et Mark Weitzman, Directeur du Groupe de travail du Centre conte la haine.

Le 19 mars 1998, le Centre a distribué son CD-ROM intitulé "Haine numérique 2000", qui fait la lumière sur quelque 1 500 sites Internet qui font l'apologie du racisme et de la violence. Un exemplaire de ce CD-ROM a été distribué à toutes les Missions permanentes auprès de l'ONU.

Le 4 novembre 1999, le Centre a ouvert à l'Office des Nations Unies à Genève un exposition intitulée "Des visas pour la vie : les diplomates au grand coeur", en hommage aux diplomates qui ont, pendant la seconde guerre mondiale, sauvé au mépris de leur vie des milliers de Juifs de l'holocauste nazi, en particulier Hiram Bingham, Jr., des Etats-Unis d'Amérique, Aristedes de Sousa

Mendes, du Portugal, Chiume Sugihara, du Japon, et Raoul Wallenberg, de la Suède. Cette exposition sera également montée dans la salle des visiteurs du Siège de l'ONU, à New York, le 3 avril 2000, sous les auspices du Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme. A cette occasion, le Centre fera venir spécialement d'Europe plusieurs de ces diplomates qui sont encore en vie.

#### Coopération avec des institutions spécialisées des Nations Unies

En juin 1999, le Centre a organisé conjointement avec l'UNESCO à Moscou, une conférence internationale sur "La promotion de la tolérance dans la société : lutte contre l'extrémisme, la xénophobie et l'antisémitisme", coparrainée par le maire de Moscou, le Ministère des nationalités de la Fédération de Russie, l'Académie des sciences de Russie, la Commission présidentielle des droits de l'homme et la Commission nationale russe pour l'UNESCO.

Le même mois, le Centre a organisé dans le cadre du programme de la "culture de paix" de l'UNESCO, en collaboration avec la Fondation pour les droits de l'homme de Helsinki, un colloque international qui s'est tenu à Vienne sur le thème "Les crimes contre l'humanité - des droits de l'homme aux responsabilités internationales", dont une séance spéciale a été consacrée au thème "Le Kosovo dans le miroir de Nuremberg".

#### Autres activités pertinentes

Les manifestations ci-après ont eu lieu au Musée de la tolérance, à Los Angeles :

a) 29 octobre 1998 : Exposition sur le thème "Artists and refugees: war-exiled Bosnian women weave the fabric of hope", présentée en coopération avec le Susret Art Workshop d'Autriche, le Consulat général d'Autriche à Los Angeles, l'Institut culturel autrichien à New York et la fédération Soroptimist International. Cette exposition comportait 45 tapisseries, couettes et tapis tissés par des réfugiées bosniaques en Autriche ainsi que des dessins d'enfants traumatisés par les violences ethniques dans les Balkans;

b) 5 décembre 1998 : Exposition "Reunions: the lost children of Rwanda", organisée par le Comité international de la Croix-Rouge et coparrainée par la société Eastman Kodak et Life Magazine. Les 6 000 portraits exposés faisaient partie des plus de 20 000 photographies affichées dans les camps de réfugiés pour faciliter la réunion des enfants rwandais perdus et de leurs familles;

c) 25 février 1999 : "International symposium and eyewitness reports on slavery in Africa today: a call for freedom", réunion coparrainée par l'Anti-Slavery Group, Inc. des Etats-Unis et l'Eglise Loveland. Ce colloque a été une occasion de présenter des récits de première main d'esclaves échappés et d'historiens et d'organiser une discussion interactive sur les interventions organisées dans ce domaine par la communauté internationale;

d) En 1994, le Centre Wiesenthal a lancé le programme ARARE (Academic Response to Anti-semitism and Racism in Europe), auquel participent actuellement plus de 500 recteurs et professeurs de toutes confessions et disciplines

/...

d'universités de plus de 30 pays d'Europe. Les conférences ARARE ont notamment porté sur les thèmes suivants : "Resurgent fascism as a threat to minorities" (Oxford, Royaume-Uni, 1994), "De la xénophobie à la tolérance : Juifs et Musulmans" (Paris, 1995), "The smiling face of fascism" (Londres, 1996), "Les combattants et les neutres pendant la seconde guerre mondiale : démystifications et souvenirs" (Bruxelles, 1997), "La haine sur Internet : dangers et réalités" (Paris, 1998) et "Fifty years of human rights : visions and realities" (Prague, 1999);

e) La Moriah Films Division du Centre a produit quatre documentaires long métrage, dont deux ont été primés : "Genocide" (oscar, 1981) et "Echoes that Remain" (documentaire fondé sur les archives cinématographiques d'Europe orientale rendues publiques après 1989), "Liberation" (consacré aux débarquements en Normandie) et "The Long Way Home" (qui a reçu un oscar en 1998 pour son étude du phénomène des réfugiés).

Simon Wiesenthal célébrera son 91e anniversaire le 31 décembre 1999. Résolu à poursuivre son combat contre les conséquences du totalitarisme, il a déclaré : "J'ai reçu bien des honneurs pendant ma vie. Le plus grand est que le Centre qui porte mon nom veillera à ce que mon oeuvre soit poursuivie...".

## 10. ALLIANCE UNIVERSELLE DES UNIONS CHRETIENNES DE JEUNES GENS

(Statut consultatif spécial depuis 1947)

L'Alliance mondiale des associations chrétiennes de jeunes gens est un mouvement bénévole chrétien oecuménique qui s'adresse aux femmes et aux hommes du monde entier et qui tend particulièrement à susciter une implication authentique des jeunes qui partagent l'idéal chrétien de l'édification d'une communauté humaine fondée sur la justice et l'amour, la paix et la réconciliation en vue de promouvoir l'épanouissement de tous les êtres de la création.

L'Alliance mondiale représente les associations chrétiennes de jeunes gens à tous les niveaux en jouant un rôle de magistère sur des questions thématiques comme la mission chrétienne, les jeunes dans la perspective de la parité hommes-femmes, la justice et les droits de l'homme, le développement, le renforcement des capacités, les interventions en période d'urgence, la communication et la recherche.

Les représentants de l'organisation à New York, à Genève et dans d'autres centres ont assisté à différentes réunions qui se sont tenues sous l'égide des Nations Unies pendant la période considérée.

Les Unions chrétiennes de jeunes gens ont plus de 35 millions de membres dans le monde entier, non compris les participants aux programmes des Unions qui ne paient pas de cotisations mais qui bénéficient de leurs services. L'on ne dispose pas de statistiques exactes sur le nombre de ces participants, il semble, en gros que leur nombre est au moins égal à celui de leurs membres, ce qui signifie que les interventions des Unions atteignent quelque 70 millions de personnes.

L'organisation suit de près l'ordre du jour de l'Organisation des Nations Unies et assiste à des réunions d'information sur des sujets particuliers, spécialement ceux qui sont liés aux priorités de l'organisation. Comme l'Alliance mène des activités extrêmement diverses de par le monde, les documents publiés par les organismes des Nations Unies sont souvent utiles à l'une ou l'autre de ses Unions affiliées. L'Alliance universelle participe également aux manifestations d'ONG qui se tiennent à l'occasion des conférences des Nations Unies. Fréquemment, elle coparraine des déclarations avec d'autres organisations.

Mesures prises en application de résolutions des Nations Unies

a) Réunions avec des représentants de l'Organisation des Nations Unies et de ses institutions, y compris le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), la Commission des droits de l'homme de l'ONU, l'Organisation internationale du Travail (OIT), le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), l'OMS, la Division des droits des Palestiniens et le Département de l'information du Secrétariat de l'ONU, le Centre pour le désarmement, le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), le Service de liaison avec les ONG de l'ONU, etc.;

/...

b) L'Alliance mondiale fait souvent suivre le texte des circulaires pertinentes reçues de l'ONU à ses Unions nationales affiliées afin de les tenir informées des questions d'actualité qui se posent aux échelons national et local et de susciter une action de leur part dans ces domaines;

c) Nombre des questions qui intéressent l'ONU sont à l'ordre du jour de l'Association mondiale. L'on peut en citer comme exemple les questions concernant les femmes, la population, la santé et la nutrition, le VIH/SIDA, le logement pour les pauvres, les mines terrestres, les handicaps, l'abus des drogues, l'élimination de la pauvreté, le racisme, les réfugiés, les droits des enfants, le désarmement, les migrants et les demandeurs d'asile, le développement culturel, l'alphabétisation, les droits des Palestiniens et la mondialisation;

d) Plusieurs Unions nationales et locales ont collaboré à leurs niveaux respectifs avec différentes institutions des Nations Unies;

e) L'Alliance mondiale a, en moyenne, de huit à dix représentants qui suivent les activités de l'Office des Nations Unies à Genève et du Siège de l'ONU. Ses relations avec l'UNESCO, à Paris, se sont relâchées ces quelques dernières années, mais l'Union établie en France s'emploie actuellement à resserrer ces rapports et elle jouera le rôle de représentante de l'Alliance mondiale à Paris;

f) Il a été publié dans YMCA WORLD, publication trimestrielle de l'Alliance mondiale, différents articles concernant des questions invoquées à l'Organisation des Nations Unies.



## 11. WORLD FEDERATION OF METHODIST AND UNITING CHURCH WOMEN

(Statut consultatif spécial depuis 1983)

La World Federation of Methodist and United Church Women (WPMUCW) est une organisation féminine chrétienne d'envergure mondiale dont le nombre de membres est passé des 7 millions dans 70 pays à 7,5 millions dans 74 pays entre 1995 et 1998. Son but est de "connaître le Christ et de le faire connaître". Les buts de la Fédération sont les suivants :

- a) Développer un réseau mondial féminin de communautés spirituelles et de valeurs partagées;
- b) Mener une action sociale dans les domaines de la vie communautaire, nationale et internationale;
- c) Identifier les besoins et les problèmes de ses membres et mener à bien des projets tendant à améliorer la qualité de la vie des femmes et des enfants;
- d) Exercer un ministère pédagogique, social et spirituel.

La Fédération est financée principalement au moyen des cotisations volontaires de ses membres.

Dans la poursuite de ses buts et objectifs, la Fédération mondiale a collaboré étroitement avec l'Organisation des Nations Unies pendant la période considérée, en tirant le plus grand parti possible de son statut consultatif spécial. Une priorité élevée a été accordée à des questions comme la promotion des droits des femmes et des droits fondamentaux de la personne humaine, et en particulier des droits des femmes et des enfants. La Fédération a également fait porter son attention sur des questions comme la paix, le développement, l'emploi, le travail des enfants, la santé, les personnes âgées et les pratiques traditionnelles nocives.

La Fédération est actuellement membre du bureau de la CONGO et est membre du Comité des ONG pour l'UNICEF. Renate Bloem, représentante de la Fédération mondiale à Genève, a été élue Présidente du Comité des ONG sur la condition de la femme et de ses deux groupes de travail. La Fédération est également membre du Comité spécial des ONG sur les droits de l'homme, du Comité des ONG sur le développement, du Groupe des ONG pour la Convention relative aux droits de l'enfant et de ses groupes de travail sur l'exploitation sexuelle et le travail des enfants et sur les enfants en période de conflit armé. Renate Bloem a également, pendant cette période, été élue au Comité de Coordination du Forum des ONG sur la santé.

On trouvera ci-après un bref résumé de la participation de la Fédération aux réunions du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires et aux autres réunions et conférences mondiales des Nations Unies, ainsi que des déclarations qu'elle a présentées :

- a) 1995 : Groupe de travail intersessions de la Commission de la condition de la femme; présentation de propositions écrites sur les documents officieux destinés à la préparation du Programme d'action de la quatrième

/...

Conférence mondiale sur les femmes consacrés aux droits de la petite fille et aux droits fondamentaux des femmes (janvier); présentation d'une déclaration orale devant le Comité des droits de l'enfant (janvier); présentation, au nom de 41 ONG, d'une déclaration orale sur la petite fille devant la Commission des droits de l'homme et déclaration conjointe sur les droits des femmes et les méthodes de travail de la Commission (mars); présentation de nouvelles propositions écrites en vue de l'élaboration du Programme d'action de Beijing lors de la réunion consultative des ONG tenue sous les auspices de la Commission de la condition de la femme (mars); présentation d'une déclaration conjointe des ONG devant la Commission économique pour l'Europe sur le suivi de la réunion préparatoire régionale de haut niveau (avril); exposé oral sur les relations sexuelles des petites filles devant le Groupe de travail sur les formes contemporaines d'esclavage (mai); session de fond du Conseil économique et social (juillet); réunion avec le Secrétaire général, Boutros Boutros-Ghali, pour discuter des conférences mondiales; participation à la session extraordinaire du Conseil économique et social avec un groupe d'organisations membres de la CONGO; présentation d'une déclaration conjointe des ONG sur les préoccupations suscitées par les retards intervenus dans l'accréditation de certaines ONG à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes (juillet); présentation de propositions concernant le paragraphe du Programme d'action relatif à la liberté de religion lors des consultations officieuses sur le Programme d'action (août); organisation, sous le patronage de la Reine Fabiola de Belgique, d'un atelier sur les petites filles en danger et la traite des femmes lors du Forum des ONG (Huairou); prestations oecuméniques (septembre); quatrième Conférence mondiale sur les femmes, Beijing (septembre);

b) 1996 : Réunion du bureau de la CONGO (janvier); exposé oral devant le Comité des droits de l'enfant au sujet du Groupe de travail chargé d'élaborer le projet de Protocole facultatif à la Convention relatif à la vente d'enfants, à la prostitution des enfants et à la pornographie impliquant des enfants (janvier); consultation organisée au siège de l'UNICEF au sujet du Congrès mondial contre l'exploitation sexuelle commerciale des enfants (février); consultation, à Strasbourg, au sujet des préparatifs de la réunion régionale sur l'exploitation sexuelle (février); déclarations orales prononcées devant la Commission des droits de l'homme à l'occasion de la Journée internationale de la femme (mars) ainsi qu'au sujet des droits fondamentaux des femmes et de l'exploitation sexuelle des petites filles (avril); consultation européenne préparatoire au Congrès mondial contre l'exploitation sexuelle commerciale des enfants, Strasbourg; représentation du Groupe des ONG pour la mise en oeuvre de la Convention relative aux droits de l'enfant (avril); intervention orale sur l'exploitation sexuelle faite devant le Groupe de travail sur les formes contemporaines d'esclavage et présentation d'un rapport à la réunion de Strasbourg (juin); participation à la réunion du bureau de la CONGO (juin); interventions en séances plénières et au sein de groupes de travail lors du Congrès mondial contre l'exploitation sexuelle commerciale des enfants (août); atelier de l'UNICEF sur les enfants en période de conflit armé (octobre); participation à l'Assemblée générale du Groupe des ONG pour la mise en oeuvre de la Convention relative aux droits de l'enfant (octobre); intervention devant le Colloque sur la protection sociale des personnes âgées exposées tenu sous l'égide de la Commission économique pour l'Europe (novembre); intervention conjointe sur la modernisation et la citoyenneté devant le Comité des droits économiques, sociaux et culturels (novembre); participation au Colloque sur la liberté de religion et à la Conférence de Beijing (novembre).

c) 1997 : Intervention concernant l'exploitation du travail des filles devant le Comité des droits de l'enfant (janvier); membre du Comité de coordination du Forum des ONG sur la santé (février); participation à la Consultation des ONG et à la session de la Commission de la condition de la femme (mars); participation à la session de la Commission des droits de l'homme; organisation d'un Groupe de travail sur les droits fondamentaux des femmes : déclaration concernant la violence contre les femmes et l'exploitation sexuelle, le trafic et le travail des enfants (avril); intervention devant le Groupe de travail sur le travail des enfants du Groupe des ONG pour les droits de l'enfant (avril); intervention sur la problématique hommes-femmes devant l'Assemblée mondiale de la santé (mai); déclaration sur la problématique hommes-femmes et le Programme d'action de Beijing devant le Forum des ONG de l'Assemblée mondiale de la santé (mai); intervention concernant l'exploitation sexuelle et le travail des filles devant le Groupe de travail sur les formes contemporaines d'esclavage (juin); intervention sur le thème "Amélioration des possibilités d'emploi des femmes" devant l'Equipe spéciale chargée de la question du travail des enfants de la Conférence internationale du travail (juin); participation à la réunion entre le bureau de la CONGO et le Secrétaire général, Kofi Annan (juin); participation au Groupe de travail sur l'intégration de la problématique hommes-femmes constitué lors de la session de fond du Conseil économique et social (juillet); exposé sur les problèmes des petites filles devant le Programme de hautes études de l'ONU (juillet); participation, en Autriche, à l'atelier sur l'exploitation sexuelle des enfants et le rôle des Eglises (juillet); déclaration sur les droits fondamentaux des femmes devant la Sous-Commission de la prévention des mesures discriminatoires et de la protection des minorités (août); rapport établi, à la demande du Comité des ONG sur la Convention relative aux droits de l'enfant, sur la mise en oeuvre de la Convention par le Gouvernement de la Sierra Leone (octobre); élection au bureau lors de l'assemblée générale de la CONGO (novembre); intervention concernant le point de vue des femmes lors du débat spécial sur le droit à l'alimentation qui a eu lieu pendant la session du Comité des droits économiques, sociaux et culturels (décembre); participation aux travaux du Groupe des ONG sur la Convention relative aux droits de l'enfant (décembre);

d) 1998 : Déclaration, devant le Comité des droits de l'enfant, concernant le suivi du Congrès mondial contre l'exploitation sexuelle commerciale des enfants (janvier); participation à la session du Conseil exécutif de l'OMS (janvier); participation aux travaux du Groupe de l'OIT chargé d'étudier la question du travail des enfants (février); plusieurs interventions lors de la réunion régionale pour l'Afrique de la CONGO et élection comme rapporteur sur l'adoption de la Déclaration de Kampala (février); co-présidence de la Consultation des ONG et participation à la session de la Commission de la condition de la femme (février/mars); présidence de la table ronde sur "les formes invisibles du travail des enfants" (mars); organisation lors de la session de la Commission des droits de l'homme d'un Groupe de travail sur les droits fondamentaux des femmes tendant à rehausser la visibilité des violations des droits de l'homme fondées sur des raisons sexuelles et organisation de programmes d'orientation et de formation des nouvelles ONG concernant les perspectives sexospécifiques et les problèmes des petites filles (avril); interventions devant l'Assemblée mondiale de la santé et le Forum des ONG et coprésidence du Colloque concernant l'impact sur la santé de la mondialisation (mai); participation à la Conférence internationale du travail et organisation d'une table ronde sur le travail des enfants, la problématique hommes-femmes et

/...

l'éducation (juin); participation aux travaux du bureau de la CONGO (juin); organisation de la Conférence européenne de la Fédération sur la violence contre les femmes et les petites filles et adoption de la Déclaration de Stavanger (juillet/août); déclaration concernant les pratiques traditionnelles nocives qui affectent les femmes et les petites filles devant la Sous-Commission de la prévention des mesures discriminatoires et de la protection des minorités (août); intervention concernant l'impact du VIH sur les petites filles devant le Comité des droits de l'enfant (septembre/octobre); participation à la Consultation d'experts sur la violence au foyer (octobre); participation au Groupe des ONG sur la Convention relative aux droits de l'enfant (octobre); exposés concernant la violence contre les femmes à l'occasion d'une mission en Afrique du Sud (novembre); présentation d'une déclaration lors du huitième Congrès du Conseil oecuménique mondial, à Harare, et participation à un atelier sur les mauvais traitements et l'exploitation des enfants (décembre).

## 12. WORLD FUTURES STUDIES FEDERATION

(Statut consultatif spécial depuis 1987)

### Introduction

La World Futures Studies Federation (WFSF) est une organisation non gouvernementale internationale à but non lucratif dont les buts sont les suivants :

a) Promouvoir une réflexion prospective dans tous les domaines du savoir et de l'action;

b) Promouvoir les études prospectives en général et encourager la pensée novatrice, interdépendante et critique dans toutes les disciplines et cultures et parmi tous les peuples;

c) Promouvoir la création de réseaux entre individus et organisations s'intéressant à la prospective; et

d) Susciter une prise de conscience des problèmes qui menacent l'avenir et des perspectives d'un monde meilleur ainsi que de la nécessité d'entreprendre des études prospectives institutionnalisées pour aider à résoudre lesdits problèmes et à garantir un avenir meilleur.

Fondée à Paris le 26 mai 1973, la Fédération est l'aboutissement de la vision et de l'oeuvre de pionnier d'éminents spécialistes des sciences sociales comme Igor Bestuzhev-Lada, Bertrand de Jouvenel, Johan Galtung, Robert Jungk, John McHale et bien d'autres qui, pendant les années 60, ont défini le concept d'études prospectives au plan mondial afin de s'attaquer aux problèmes de plus en plus complexes des temps modernes.

La Fédération a actuellement comme membres 65 institutions et 475 particuliers de 71 pays de tous les continents. Pour préserver sa liberté de pensée, elle est financée principalement au moyen des cotisations de ses membres. Elle est également financée par les droits que les institutions et universités hôtes et l'UNESCO acquittent pour la participation aux cours et conférences qu'elle organise.

La Fédération est officiellement dotée du statut consultatif auprès de l'UNESCO et entretient d'étroites relations de coopération avec l'Université des Nations Unies (UNU), le PNUE, le PNUD, l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR), l'OIT, la FAO et l'OMS. Elle est également membre associé du Conseil international des sciences sociales (CISS). Depuis sa fondation, la Fédération a été appuyée par différentes institutions nationales, régionales et internationales comme Mankind 2000, le Club de Rome et Futuribles, et les réunions de son secrétariat ont été accueillies, tous les quatre ans, par différentes institutions académiques membres de divers pays du monde.

### Coopération avec l'Organisation des Nations Unies

La Fédération coopère avec l'Organisation des Nations Unies principalement en encourageant l'exécution des activités de nature à appuyer la réalisation des buts et objectifs de l'Organisation.

Pendant la période 1995-1997 en particulier, la Fédération a collaboré étroitement avec le Service de l'analyse et des prévisions de l'UNESCO à la rédaction de la Déclaration sur les responsabilités des générations présentes envers les générations futures, et un membre du Conseil d'administration de la Fédération, Ziauddin Sardar, a prononcé une allocution lors d'une réunion de l'UNESCO tenue en octobre 1997.

En outre, les membres de la Fédération rédigent périodiquement des articles et études qui paraissent dans les publications de l'UNESCO comme Futuresco. Pendant la période considérée, deux volumes entiers d'études prospectives rédigées pour la plupart par des membres de la Fédération, intitulés "Impact and future challenges of new communications technologies" et "The future of human rights and democracy" ont paru dans les No 5 de juin 1996 et No 6 d'octobre 1996 respectivement de Futuresco. Les autres publications qui ont été consacrées pendant la période considérée aux activités des Nations Unies ont été les suivantes :

a) "The futures of communications", rapport sur un séminaire organisé par la Fédération en Andorre en octobre 1994, par Ihsan, Inayatullah et Obijiofor, publié dans Futures, Vol. 27, No 8, p. 897-903;

b) "The futures of the University", rapport sur un cours dispensé par la Southern Cross University, établi par Gidley, Wildman et Inayatullah, publié à Lismore (Australie) en 1995;

c) "Futures of peace, civilizations, structures and visions", rapport sur l'Asia-Pacific Futures Course qui a eu lieu aux Philippines en novembre 1994, établi par Elliott et Pandan et publié dans le Futures Bulletin de la Fédération, Vol. 21, No 2, de juin 1995;

d) The Future of Democracy in the Developing World, recueil de textes présenté à la Conférence régionale de la Fédération tenue à Islamabad (Pakistan) en octobre 1992, établi par Azam, Dator et Inayatullah, 1995;

e) Futures Beyond Poverty - Ways and Means Out of the Current Stalemate, recueil d'études présenté à la quatorzième Conférence mondiale de la Fédération, tenue à Nairobi du 25 au 29 juillet 1995, établi par Ougut, Malaska et Kojola, 1997; et

f) Compte rendu du Colloque régional nordique, mars 1997, sous presse.

Parmi les cours et conférences organisés pendant la période considérée, il y a lieu de citer :

1. *Kondratieff Ideas and Dynamics of Society on the Borderline of the 3rd Millenium, 7th Interdisciplinary Discussion: Ecofuture - A road to*

- Catastrophe or to Noosphere?*, en collaboration avec la Fondation Kondratieff (Fédération de Russie), mars 1995;
2. *Futures Beyond Poverty*, quatorzième Conférence mondiale de la Fédération, Nairobi, juillet 1995;
  3. *Creating A 21st Century Philippines - Futures in Education and Futures of Education*, atelier organisé en collaboration avec la Philippine Futuristics Society, Philippines, septembre 1995;
  4. *The Futures of Universities*, atelier organisé en collaboration avec la Southern Cross University, tenu dans les locaux de celle-ci en Australie en novembre 1995;
  5. *Futures in Education*, atelier organisé en collaboration avec IKD et le Ministère de l'éducation de Malaisie, décembre 1995;
  6. *Visioning for the Future and Educational Perspectives*, Asia-Pacific Introduction to Futures Studies Course, Malaisie, juin 1996;
  7. *Approaches to Sustainable Development: Problems of the Baltic Region, Europe and the Globe*, St. Pétersbourg (Fédération de Russie), juillet 1996;
  8. *The Future of the Welfare State*, cours sur les méthodes d'études prospectives organisé à Reykjavik (Islande) du 20 au 22 mars 1997; et
  9. *Global Conversations: What You and I Can Do for Future Generations*, quinzième Conférence mondiale de la Fédération, Brisbane (Australie), septembre-octobre 1997.

-----